
Cultures obligatoires, monétarisation et mobilisations sociopolitiques dans le monde rural à la fin de la colonisation

L'arrachage des caféiers du Mulera au Rwanda en octobre 1958

Florent Piton



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18349>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.18349

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016

Pagination : 799-820

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Florent Piton, « Cultures obligatoires, monétarisation et mobilisations sociopolitiques dans le monde rural à la fin de la colonisation », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 224 | 2016, mis en ligne le 01 janvier 2016, consulté le 01 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18349> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.18349

Cultures obligatoires, monétarisation et mobilisations sociopolitiques dans le monde rural à la fin de la colonisation

L'arrachage des caféiers du Mulera au Rwanda
en octobre 1958

Si les années 1956-1958 marquent un tournant dans l'ethnisation et la racialisation de la question sociale au Rwanda (Chrétien & Kabanda 2013 : 107-125 ; Saur 2013 : 378-418), dans le nord du pays pourtant, le recentrement des conflits sociaux et politiques autour de cette seule polarisation Hutu/Tutsi est plus tardif. D'ailleurs, le « Manifeste des Bahutu », texte fondateur des débats de cette époque, n'a été signé en mars 1957 par aucune personnalité des régions septentrionales (Nkundabagenzi 1962 : 20-29). Ce n'est qu'en 1959 que se constitue au sein du Mouvement social Muhutu puis du parti Parmehutu l'axe Gitarama-Ruhengeri, qui marque l'alliance entre les *leaders* du Centre et du Nord, autour d'une idéologie socio-raciale (Saur 2013 : 1075-1104). En 1958, le territoire de Ruhengeri est davantage agité par les questions foncières et lignagères, autour notamment de l'*ubukonde*, forme de propriété qui dominait dans la région (*ibid.* : 252-262 ; Hakizimana 1985 : 65-117). Plus généralement, les conflits se multiplient quant à la distribution des terres et à leur exploitation. Ainsi, à la mi-octobre, plusieurs milliers de plants de café sont arrachés dans la chefferie du Mulera. Cet événement particulier permet d'interroger la nature des mobilisations sociopolitiques dans le monde rural, alors que les logiques qui mèneront à la Révolution socio-raciale de novembre 1959 ne sont pas encore complètement dessinées. Sur les collines, les registres de revendications sont encore ouverts, et empruntent de multiples canaux dont la seule ethnicité ne rend pas compte.

Tenant son nom de la principale région historique du nord du Rwanda, le Mulera est situé dans l'ancien territoire de Ruhengeri, au carrefour frontalier entre les anciennes colonies belges et britanniques du Ruanda-Urundi, du Congo belge et du Buganda (Rushatsi 1985, 1994 ; Nsengimana 1989 ; Senzira 1992 ; Nahimana 1993). Durant la période précoloniale, cette région

n'était pas complètement intégrée au royaume central nyiginya (Vansina 2012). Ce n'est qu'au tournant du ^{xx}^e siècle que les *bami* (rois) banyiginya parvinrent à assurer leur domination politique sur ces espaces septentrionaux, grâce au soutien d'une administration coloniale soucieuse d'assurer l'homogénéité de ce qu'elle croyait être le territoire rwandais (Liebhafsky Des Forges 2011 : 99-129). La région continua toutefois à constituer un foyer de contestation, et une marge à l'échelle du territoire.

À l'automne 1958, la situation sociale et économique dans cette région ne semblait guère au beau fixe. Le territoire était dirigé depuis un an par l'administrateur territorial (AT) Joseph de Man, dont les positionnements politiques et idéologiques tranchaient avec ceux de son prédécesseur Arkady d'Arian. Outre une crise foncière et monétaire, il devait faire face à une poussée des revendications sociopolitiques sur les collines. Ces revendications s'exprimaient notamment à travers le culte de Nyabingi, réapparu en 1955 depuis le Kigezi ougandais et particulièrement actif au Kibali-Buberuka, où il était « en voie de constituer une sorte de hiérarchie muhutu, parallèle à la hiérarchie administrative officielle »¹. Structuré à la fin du ^{xviii}^e ou au début du ^{xix}^e siècle, l'esprit de Nyabingi dominait, avant la colonisation, la vie religieuse de la région comprise entre le nord du Rwanda et le sud-ouest de l'Ouganda. Avec la colonisation, il était devenu un vecteur par lequel s'exprimait l'opposition au *mwami*, une rébellion religieuse en quelque sorte (Freedman 1984 ; Murindwa-Rutanga 2011).

Dans toute la colonie, la fin des années 1950 fut marquée par l'émergence des contestations sociales et politiques (Saur 2013 : 160-492). À Ruhengeri, à la veille de la révolution sociale, le premier signe tangible de tension politique majeure intervint dans la chefferie du Bukonya-Bugarura, lorsqu'une partie des habitants de la sous-chefferie de Gashake, avec le soutien des missionnaires de Rwaza, rejeta vivement le sous-chef Donat Kanakintama entre 1955 et 1958. À l'issue de cette contestation, qui manqua de s'achever en rébellion armée, Balthazar Bicomumpaka, *leader* politique de la région appelé à de très hautes fonctions après l'indépendance, devint sous-chef en mai 1958 (*ibid.* : 334-338).

C'est dans ce contexte que pendant trois jours, à la fin du mois d'octobre 1958, plusieurs milliers de plants de café sont arrachés dans le Haut-Mulera². L'introduction du café comme principale culture de rente au Ruanda-Urundi était le résultat d'une politique très active de la part de la tutelle belge, initiée dans les années 1930 et qui connut son plein épanouissement après-guerre (Hatungimana 2005). Toutefois, cette culture caféière n'obtenait guère de résultat dans le territoire de Ruhengeri : en 1951, on comptait 2,5 millions de plants dans le territoire pour une production totale évaluée à 250 tonnes,

1. Territoire de Ruhengeri, *Rapport annuel AIMO*, 1955.

2. I. LINDEN (1999 : 336) date ces événements du mois de novembre, en se basant sur un article de *Temps nouveaux d'Afrique* publié le 16 novembre 1958 ; les archives contredisent cette datation.

soit une moyenne de seulement 100 grammes par plant³, loin du kilogramme par plant espéré en temps normal⁴. Il faut dire que les altitudes élevées de la région ne sont pas vraiment adaptées à cette culture, pour laquelle les conditions optimales se trouvent en-deçà de 2 000 mètres (*ibid.* : 87-91). Les événements survenus dans le Mulera en octobre 1958 interviennent donc dans un contexte où la culture caféière était déjà très contestée par les planteurs de la région. D'ailleurs, certains avaient déjà obtenu quelques mois auparavant l'autorisation d'arracher leurs plants⁵.

L'événement se déroule en fait en deux temps. Entre le 13 et le 17 octobre d'abord, quelques planteurs des environs du poste de Ruhengeri commencent à arracher des caféiers pour lesquels ils n'ont pas obtenu d'autorisation préalable d'arrachage. Les choses prennent une nouvelle ampleur dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18, lorsque les arrachages deviennent plus systématiques et atteignent de nouvelles sous-chefferies. Tout cela se répète durant trois nuits et semble être le fait de bandes qui parcourent les collines⁶. Les plants sont coupés au ras du sol, dans une volonté manifeste de mettre un terme définitif à la culture caféière. Les caféières de certains sous-chefs sont également touchées⁷, ce qui témoigne de l'importance de l'agitation et de la profondeur de la contestation.

Le lundi 20 octobre, après un week-end de destruction des plants, l'administrateur territorial assistant (ATA) Gillet, sur ordre de Joseph de Man, se rend dans le Mulera et convoque plusieurs conseils de sous-chefferies pour enquêter sur les événements. En guise d'exemple, l'ATA a également reçu comme instruction de renvoyer devant le tribunal de chefferie cinq ou six individus par sous-chefferie. En fin de matinée, Gillet se rend donc à Cyuve où se trouve le siège du tribunal. Il doit alors faire face à une foule de quelques cinq cents personnes, qui déclarent leur solidarité avec les inculpés et refusent de se disperser malgré les injonctions de l'administrateur, pourtant assisté de quatre soldats et des policiers de chefferie. C'est finalement l'intervention du peloton local de la Force publique qui parvient à éloigner les protestataires, permettant du même coup au tribunal de siéger. L'intervention — rapide et sans effusion de violence — de la Force publique suffit néanmoins à apaiser les esprits, puisque les destructions s'arrêtent à

3. Territoire de Ruhengeri, *Rapport annuel général*, 1951.

4. Territoire de Ruhengeri, *Rapport annuel général*, 1952.

5. Ruhengeri, le 23 octobre 1958, Note de l'AT au Résident du Ruanda, « Événements du Mulera (octobre 1958) » ; Kigali, le 4 novembre 1958, « Rapport sur les arrachages de caféières par des habitants du Mulera les 17, 18 et 19 octobre 1958 » par le Résident du Ruanda [AAB-A/63-RWA/95]. Dans le Kigezi ougandais voisin, où les conditions étaient proches, la culture caféière avait également été un échec (CARSWELL 2007 : 30-31).

6. Kigali, le 4 novembre 1958, « Rapport sur les arrachages de caféières par des habitants du Mulera les 17, 18 et 19 octobre 1958 » par le Résident du Ruanda [AAB-A/63-RWA/95].

7. Ruhengeri, le 23 octobre 1958, Note de l'AT au Résident du Ruanda, « Événements du Mulera (octobre 1958) » [AAB-A/63-RWA/95].

compter du lundi 20 octobre : dans la nuit du lundi au mardi, l'AT Joseph de Man effectue une patrouille dans le Mulera à l'issue de laquelle il constate le retour au calme⁸.

La « pacification » ne s'arrête toutefois pas là, signe de l'inquiétude qu'a pu représenter ce mouvement de résistance agricole dans l'esprit de l'administration belge. En effet, le 23 octobre, le Résident André Preud'homme — plus haut représentant de l'administration belge au Rwanda — visite à son tour le Mulera et se rend en sous-chefferie Giheta. À cette occasion, une réunion est organisée dans l'après-midi, pour permettre au Résident de rencontrer « le plus grand nombre possible d'éléments représentatifs de la population », c'est-à-dire les conseillers de sous-chefferies et les chefs de lignages. Au cours de cette réunion, 150 personnes sont présentes, mais seule une douzaine d'entre elles échange réellement avec le Résident. Le lendemain matin, le samedi 24 octobre, une réunion similaire se tient au tribunal de Cyuve, regroupant cette fois les représentants de toutes les sous-chefferies concernées par les événements : sont alors rassemblés face à André Preud'homme environ soixante-quinze chefs de familles et l'ensemble du cadre coutumier de l'administration. Au cours de cette réunion, on tente d'éclaircir les motifs de la révolte à l'encontre de la culture caféière, et l'on prend une série de décisions dont certaines introduisent des modifications majeures dans la conduite des affaires indigènes⁹.

Cette affaire des caféières du Mulera se caractérise par plusieurs éléments à travers lesquels on peut lire une forme de contestation de l'ordre colonial : en effet, c'est le symbole même des cultures imposées et de l'agriculture de rente coloniale qui est visé, et avec lui une partie de l'administration coutumière et européenne. En outre, l'administration utilise cette occasion pour reconnaître le rôle politique et social des lignages, introduisant du même coup une première ligne de fracture dans l'organisation politique indigène. Pourtant, l'on doit se garder de trop politiser l'événement, dans la mesure où le mouvement concerne d'abord des plans effectivement peu voire pas productifs. L'objectif de cet article est donc de mieux cerner les contours et la signification de cet épisode, entre acte politique d'insubordination et simple réappropriation par les paysans des terres agricoles dans un contexte de forte pression agraire et de crise monétaire. Plus généralement, il s'agit de contribuer à la réflexion sur les révoltes « anticoloniales » en Afrique de l'Est. Si des événements plus ou moins équivalents sont bien connus pour la première moitié du xx^e siècle (Iliffe 1967 ; Chrétien 1970, 1972), le contexte particulier de la fin des années 1950 modifie l'interprétation que l'on peut donner de ces résistances paysannes.

8. *Ibid.*

9. Kigali, le 4 novembre 1958, « Rapport sur les arrachages de caféières par des habitants du Mulera les 17, 18 et 19 octobre 1958 » par le Résident du Ruanda [AAB-A/63-RWA/95].

Les insuffisances d'une clé de lecture ethnique de l'événement

Dès le 23 octobre, l'AT Joseph de Man adresse une lettre au Résident du Rwanda dans laquelle il rend compte des résultats de l'enquête qu'il a d'ores-et-déjà effectuée¹⁰. Selon lui, la quasi-simultanéité des arrachages ne peut s'expliquer que par l'existence d'un mot d'ordre, donné par les élites contestataires bahutu, dans le but d'écorner l'autorité des représentants batutsi du pouvoir monarchique de Nyanza. En somme, il s'agirait bel et bien d'« actes d'insubordination » à connotation ethnique. Cette analyse doit pourtant être relativisée, compte tenu de la propension de Joseph de Man à tout appréhender par le prisme ethnique, avec en outre de nettes sympathies pro-hutu (Saur 2013 : 348-352).

Un mois plus tard, Joseph de Man suggère pourtant de nouvelles hypothèses, construites là encore sur un présupposé ethnique. Cette fois, l'arrachage des caféiers serait une « manœuvre » des sous-chefs batutsi¹¹. Dans un premier cas, certains de ces sous-chefs, qui auraient vu leur cote diminuée pour leur négligence dans le domaine de l'agriculture, auraient fait procéder à la destruction des caféières, croyant que « moins il y aurait d'activité agricole, moins ils auraient de chance d'être mal cotés ». Le caractère spéculatif du raisonnement, implicitement fondé sur la prétendue fourberie naturelle des Batutsi, est manifeste. Joseph de Man s'en rend d'ailleurs lui-même compte lorsqu'il constate que le mouvement a également touché les sous-chefferies de Faustin Kabano, Wenceslas Gahulirot et Antoine Mfizi, qui ont pourtant vu leur cote maintenue. Dans un second cas, les sous-chefs, constatant le début de revirement de l'administration coloniale à l'égard de l'administration coutumière, auraient eux-mêmes provoqué le mouvement d'arrachage, afin de prouver aux coloniaux belges la nécessité de maintenir intacte leur autorité sur la paysannerie. Ces deux hypothèses révèlent bien le biais ethnique dans lequel s'est enfermé Joseph de Man, qui perçoit l'ensemble des faits sociaux et politiques du territoire sous l'angle du conflit entre Bahutu et Batutsi.

L'interprétation ethnique est donc la première proposée par l'administrateur de la région, mais elle souligne surtout les divergences au sein des cadres coloniaux entre la vieille garde de l'avant-guerre et une nouvelle génération arrivée en Afrique après 1945 (Saur 2013 : 338-352). En effet, le territoire était dirigé depuis un an par Joseph de Man, qui faisait montre d'une sympathie affichée à l'égard des revendications sociales des Bahutu. En mai, il avait appuyé auprès de la Résidence la nomination de Balthazar Bicamumpaka comme sous-chef de Gashake¹², et semblait entretenir avec

10. Ruhengeri, le 23 octobre 1958, Note de l'AT au Résident du Ruanda, « Événements du Mulera (octobre 1958) » [AAB-A/63-RWA/95].

11. Ruhengeri, le 24 novembre 1958, lettre n° A/3022/Agri de l'AT au Résident du Rwanda, « Destruction de caféiers au Mulera » [AAB-A/63-RWA/95].

12. Territoire de Ruhengeri, *Rapport annuel général*, 1958.

ce dernier des relations de courtoisie qui tranchaient avec celles de son prédécesseur Arkady d'Arian. À l'inverse, l'AT reprochait au chef Crépin Kamari, qui dirigeait la région, d'entretenir des contacts trop lâches avec la population¹³, une critique classique chez la nouvelle génération d'administrateurs coloniaux, peu enclins à soutenir les chefs batutsi venus de la cour de Nyanza et proches de la dynastie royale nyiginya. L'analyse de Joseph de Man jette donc une lumière crue sur le prisme ethnique dans lequel s'est enfermée la nouvelle génération des administrateurs coloniaux (*ibid.* 378-472, 1404-1608), bercée au catholicisme social sauce ethniciste et aux théories du nouveau pape de la rwandologie, Jacques-Jérôme Maquet (1954).

L'agriculture de rente en question(s)

Un phénomène de réappropriation par les paysans de caféières improductives

Dans son rapport du 4 novembre, le Résident du Rwanda conteste pourtant l'interprétation ethnique proposée par l'AT¹⁴. André Preud'homme se range plutôt à l'avis de l'abbé supérieur de la mission de Kinoni, qu'il a visitée à l'occasion de son séjour au Mulera le 23 octobre. Pour ce dernier, « l'arrachage des caféières était dû uniquement au mécontentement de la population, lassée de se voir imposer et punie (*sic*) pour des caféières pratiquement improductives et désespérée de voir poindre une solution à ce problème, dénoncé depuis plusieurs années déjà »¹⁵.

De fait, on distingue nettement une aire propice aux arrachages, coïncidant avec les régions d'altitude supérieure à 1 900 mètres, à cheval sur l'axe routier reliant Ruhengeri et la frontière avec l'Ouganda (sous-chefferies Giheta, Ruhengeri, Kinoni, Gitaraga et Maya)¹⁶. Or, il s'agit des zones les moins favorables à la culture caféière, où la productivité était la plus faible. À l'inverse, la sous-chefferie Muko est épargnée¹⁷, en raison sans doute de son positionnement dans le Bas-Mulera, c'est-à-dire dans une région un peu

13. *Ibid.*

14. Kigali, le 4 novembre 1958, « Rapport sur les arrachages de caféières par des habitants du Mulera les 17, 18 et 19 octobre 1958 » par le Résident du Ruanda [AAB-A/63-RWA/95].

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*

17. L'absence d'arrachages dans les autres sous-chefferies — Ruhengeri (poste), Ninda, Musanze, Gasiza, Gahunga et Nyarugina — est simplement liée au fait qu'on n'y cultivait pas le café. Le poste de Ruhengeri est en effet une circonscription urbaine, tandis que les cinq autres sous-chefferies sont situées dans la zone montagneuse en bordure de la chaîne des volcans, où la caféiculture est inexistante.

plus favorable¹⁸. C'est donc bien la question de la productivité des caféiers qui semble motiver les arracheurs.

Selon l'Administrateur territorial assistant principal (ATAP) Ducène, qui avait servi à Ruhengeri entre 1955 et 1957 et à qui André Preud'homme a demandé conseil, l'agronome de territoire avait d'ailleurs reconnu la sous-productivité des caféiers du Haut-Mulera. Ducène ajoutait que les Balera se plaignaient depuis longtemps des amendes infligées par le tribunal de Cyuve pour mauvais entretien des plants, amendes dont le montant dépassait souvent les revenus tirés des plantations, à tel point qu'il avait été demandé au juge de Cyuve d'en minorer le montant. Enfin, l'ATAP citait les difficultés rencontrées par les paysans pour se procurer du paillis¹⁹, nécessaire à la culture du café : la proximité du Parc des Volcans empêchait d'utiliser les pailles et les déchets organiques du parc, sous peine d'amendes, si bien qu'il fallait se contenter des maigres ressources offertes par les copeaux d'éleusine et de sorgho²⁰.

Plutôt que de voir dans les événements un acte de révolte et d'insubordination, le Résident préfère donc y lire la réaction spontanée des « braves Balera », malheureux de devoir répondre à des exigences agricoles impossibles à satisfaire compte tenu de la nature pédologique et agronomique de leurs terres :

« J'avais acquis le sentiment très net que je me trouvais nullement devant une population surexcitée, en effervescence, peut-être agitée par des éléments troubles mais uniquement devant une population parfaitement saine, *aux réactions sans doute vives et spontanées, colérique, la tête près du bonnet* ; les incidents qui venaient de se produire devaient être ramenés dans leur seul cadre véritable : celui du problème de l'improductivité des caféières locales, problème qui m'apparaissait comme latent depuis longtemps déjà mais dont l'Administration a eu le tort de ne pas se préoccuper de façon assez nette ni assez rapide »²¹.

Un phénomène de résistance au travail imposé

Le lien entre l'improductivité des caféières, l'importance de la pression agraire dans un contexte de croissance démographique, et le mouvement d'arrachage ne fait donc guère de doute. Pour autant, le discours suscité d'André Preud'homme laisse poindre les clichés construits depuis un demi-siècle sur

18. Ruhengeri, le 23 octobre 1958, Note de l'AT au Résident du Ruanda, « Événements du Mulera (octobre 1958) » ; Kigali, le 4 novembre 1958, « Rapport sur les arrachages de caféières par des habitants du Mulera les 17, 18 et 19 octobre 1958 » par le Résident du Ruanda [AAB-A/63-RWA/95].

19. Il s'agit d'une couche de paille ou de fumier pailleux dont on recouvre le sol pour entretenir l'humidité, protéger les fruits du contact de la terre, ou apporter un engrais naturel.

20. *Ibid.*

21. *Ibid.* Mes italiques.

les populations montagnardes du nord du Rwanda, braves mais frustrées, incapables de la moindre révolte structurée sinon pour réagir spontanément à une situation injuste. On se rappellera ainsi la manière dont le père Léon Classe (1906 : 377), dans l'un des premiers écrits consacrés à ces populations en 1906, décrivait les Balera, « aussi âpres et raboteux que leurs montagnes, aussi violents et rageurs que leurs rivières ». Trois décennies plus tard, dans un ouvrage qui fit longtemps référence, le chanoine Louis de Lacger (1961 : 144) décrivait ainsi « les émancipés du nord montagneux » :

« Aussi constate-t-on chez [eux] une rudesse de paysans du Danube. [...] Farouches, de verbe haut, querelleurs, turbulents, regimbant sous l'aiguillon des chefs, entêtés, vindicatifs, ils fournissaient naguère mainte recrue aux bandes de détrousseurs et d'assassins, aussi peu respectueux de la propriété que de la vie du prochain. [...] En revanche, ce sont des natures franches, riches et profondes, âpres au travail, endurantes et braves, éprises de liberté, se rebiffant contre l'injustice et les abus de pouvoir, capables d'un haut rendement, sensibles à la reconnaissance envers qui leur témoigne de l'intérêt. »

L'analyse suscitée d'André Preud'homme est implicitement habitée par ce discours sur la prétendue nature des Balera, ignorant du même coup la résistance réelle au système colonial tel qu'il s'exprime dans l'agriculture caféière. Or, on peut tout à fait considérer que cet événement n'est pas seulement une réaction spontanée à l'improductivité des caféières, mais un acte de résistance aux agricultures de rente.

On note ainsi qu'au lendemain du mouvement d'arrachage, le Résident avait suggéré que les plantations de café improductives soient immédiatement converties en champs de tabac²². Au Rwanda, la culture du tabac était surtout importante dans le Bugoyi, dans le territoire voisin de Kisenyi, où l'on récolta en 1949 plus de 400 tonnes de tabac, soit environ 60 % de la production totale du Ruanda-Urundi²³. Le territoire de Ruhengeri n'était toutefois pas en reste depuis que les missionnaires de Rwaza avaient ouvert une fabrique de cigares dans les années 1920 (Rushatsi 1985 : 231). Au début des années 1950, la fabrique employait plus de cent personnes (Linden 1999 : 297). Cette activité est à l'origine de l'ascension sociale de plusieurs familles : deux des principaux *leaders* du Parmehutu dans la région de Ruhengeri, Balthazar Bicomupaka et Lazare Mpakaniye, sont ainsi fils d'ouvriers de la cigarerie (*ibid.* ; Rushatsi 1985 : 235). Ainsi, le remplacement des caféières par des plantations de tabac aurait pu profiter de ce proche débouché, un fabricant de cigares de Goma-Kisenyi et le représentant de Tabac-Congo ayant également été contactés²⁴.

22. *Ibid.*

23. Ministère des Colonies, *Plan décennal pour le développement économique et social du Ruanda-Urundi*, Bruxelles, Éditions de Visscher, 1951, p. 361.

24. Kigali, le 4 novembre 1958, « Rapport sur les arrachages de caféières par des habitants du Mulera les 17, 18 et 19 octobre 1958 » par le Résident du Ruanda [AAB-A/63-RWA/95].

Le remplacement de l'exploitation caféière par celle du tabac visait donc à maintenir les superficies arrachées dans une logique de rentabilité et d'agriculture de rente. Pourtant, le démarrage immédiat de la culture du tabac, imposé par la Résidence, a été contrecarré par l'initiative de certains paysans qui se sont empressés de reconverter les champs de café en bananeraies²⁵. Il ne s'agissait pas d'une tentative de retour à une agriculture « traditionnelle » de subsistance, d'autant que le bananier n'occupait qu'une place marginale dans le système agraire ancien (Cochet 2001 : 147-149). Ce n'est qu'à partir des années 1930-1940, dans le cadre de ce qu'Hubert Cochet a appelé la « révolution bananière » (*ibid.* : 137-190), qu'un « raz-de-marée bananier » (De Lame 1996 : 201) avait envahi les espaces ruraux, atteignant même des régions d'altitude (1 500-2 000 mètres) *a priori* peu favorables à cette culture, ce qui était potentiellement le cas des sous-chefferies du Haut-Mulera.

Pour les cultivateurs, la culture du bananier présentait de multiples avantages. Les usages de cette herbacée sont en effet multiples, depuis la confection de vêtements avant la généralisation des fripes dans les années 1970, jusqu'à son utilisation pour la fabrication des toitures, des cordes, des vanneries, et bien sûr son rôle dans l'alimentation et surtout dans la transformation des boissons fermentées, sous la forme d'une bière (*inzoga*) de banane, l'*urwarwa*, qui constitue l'une des principales boissons de sociabilité au Rwanda (De Lame 1996 : 199-218 ; Viret 2011 : 77). Surtout, sitôt plantée, la bananeraie constitue un véritable « réservoir de fertilité », permettant d'y associer d'autres cultures vivrières (Cochet 2001 : 157-161).

En tentant de prendre de court les directives de l'administration, les planteurs font montre d'une résistance au système des cultures imposées : la mise en place de bananeraies participe alors d'une réappropriation des terroirs et du paysage agricole par les acteurs autochtones²⁶. À travers cette anecdote relative au devenir des surfaces arrachées, on distingue donc en filigrane les intérêts divergents de l'administration et des Balera, ainsi que les « stratégies d'extraversion » (Bayart 1981) dont ceux-ci ont su faire preuve pour

25. *Ibid.*

26. C. NEWBURY (1988 : 205) insiste d'ailleurs sur la concurrence qui a existé entre la culture caféière et la bananeraie : « Coffee cultivation implied a panoply of regulations administered by local chiefs and agricultural officers to force cultivators to tend their coffee plants according to particular, colonially mandated criteria. By contrast, cultivators growing bananas could gain a cash income through brewing banana beer or selling bunches of bananas, while avoiding the administrative impositions with coffee. Banana producers also had more control over the sale of their product ; the price of coffee was controlled by the government. » Cette lecture est toutefois nuancée par H. COCHET (2001 : 163) qui insiste sur l'importance du binôme banane-café, estimant que le succès de la caféiculture s'explique par le réservoir de biomasse apporté par le développement des bananeraies : « La bananeraie étant devenue le moteur de la production de biomasse de l'exploitation, le café pouvait en profiter très largement au travers du paillage. [...] Ce n'est donc pas du seul café dont il faut parler mais du binôme banane-café. Loin de produire seulement de l'*urwarwa*, la bananeraie produit aussi du café. »

faire triompher leurs propres vues, face à un ordre colonial perçu comme oppressant et autoritaire.

Dans cette perspective, les actes d'insubordination agricole d'octobre 1958 participent d'un mouvement plus large anti-imposition, comme le présentait d'ailleurs Joseph de Man :

« La suppression des caféières improductives s'inscrit dans une tendance générale de la part des Bahutu contre toute contrainte et toute imposition [...]. Partout où mes adjoints et moi-même sommes passés, les cultivateurs ont demandé de ne plus être surveillés par les assistants et moniteurs agricoles. [...] Les populations demandent que les amendes qui leur sont infligées pour non-exécution de travaux imposés soient supprimées. [...] Je ne pense pas qu'un mot d'ordre ait été donné en haut lieu, mais la tendance anti-imposition du mouvement muhutu a certainement agi sur les esprits »²⁷.

De fait, ce mouvement anti-imposition se trouve vivifié à la fin des années 1950 par l'affaîssement progressif des prestations en travail. Les paysans étaient en effet soumis à des corvées dues aux autorités coutumières (*uburetwa*), auxquelles venaient s'ajouter des travaux imposés par l'administration coloniale (*akazi*) (Kimanuka 1983). Rendu possible pour l'ensemble des paysans en 1944, le rachat des corvées coutumières *uburetwa* était devenu obligatoire en 1949 (Reyntjens 1985 : 137 ; Newbury 1988 : 146, 276). Cette réforme n'a certes pas mis d'emblée un terme à des prestations qui subsistent en réalité jusqu'à la fin des années 1950 (*ibid.* ; Newbury 1988 : 146). Reste qu'elle a pu alimenter un refus sporadique de la part de la paysannerie d'accomplir des travaux obligatoires, notamment dans des régions du Nord où l'*uburetwa*, inconnu avant la colonisation, avait été transposé au moment où furent implantées les premières autorités *banyanduga* dans les années 1900-1930 (Reyntjens 1985 : 135). À cet égard, il faut rappeler que l'*uburetwa* avait été massivement utilisé par les chefs et les sous-chefs lorsque ces derniers avaient été contraints par l'administration coloniale d'entretenir des plantations caféières à partir du début des années 1930 (Newbury 1988 : 142). Dès lors, il est possible que dans l'esprit de nombreux paysans, la culture du café ait été associée à ces corvées obligatoires, en voie de suppression et donc de moins en moins tolérées. De la même façon, les corvées de travail de type *akazi*, imposées cette fois directement par l'administration coloniale, étaient de plus en plus contestées, et commençaient à s'affaîsser.

L'affaire des caféiers du Mulera n'est donc pas séparable de ce contexte, d'autant que c'est le symbole même de l'agriculture de rente, et avec lui l'ensemble des travaux imposés, qui sont visés. C'est d'ailleurs la clé de lecture de l'administration, puisque les personnes que l'administrateur territorial assistant Gillet doit renvoyer devant le tribunal le 20 octobre sont

27. Ruhengeri, le 24 novembre 1958, lettre n° A/3022/Agri de l'AT au Résident du Rwanda, « Destruction de caféiers au Mulera » [AAB-A/63-RWA/95].

poursuivies en vertu de l'arrêté du *mwami* sur les travaux imposés²⁸. Joseph de Man crut en outre savoir qu'après s'en être pris aux plants de café, les protestataires envisageaient par la suite de s'attaquer aux terrasses de la lutte anti-érosive, « extrêmement impopulaires » en ce qu'elles incarnaient un autre aspect du travail obligatoire²⁹.

Crise caféicole et crise monétaire

La caféiculture était également étroitement associée à la monétarisation, laquelle jouait un rôle fondamental dans la reconfiguration sociale au Rwanda à la veille de l'indépendance (Viret 2011 : 237-283). L'impôt était avec le salariat la clé de voûte de cette monétarisation. Les besoins en numéraire étaient en outre accrus à la fin des années 1950 par la nécessité pour les paysans de racheter les corvées obligatoires en voie de suppression³⁰. À cela s'ajoutait le développement de nouveaux biens de consommation que la monnaie rendait désormais accessibles. Dans une étude sur le budget des familles au Ruanda-Urundi en 1956, Philippe Leurquin (1960 : 299-300) estimait que les deux principaux postes de dépenses, les vêtements et les taxes, représentaient respectivement 26 % et 16 % du total.

Or, le café constituait encore à cette époque l'une des principales sources d'apport en numéraire, nécessaire pour acquitter ces nouvelles dépenses (Hatungimana 2005 : 57-63, 401-434). Philippe Leurquin (1960 : 286-287)³¹ estimait ainsi qu'en 1956, les salaires représentaient en moyenne 26 % des revenus monétaires d'une famille, et le café 19 %. La mauvaise récolte du café tarissait de fait cet apport, perturbant du même coup le système fiscal et économique mis en place sous la colonisation. Alors qu'une production normale aurait permis d'injecter dans l'économie rurale du territoire de Ruhengeri 18 à 19 millions de francs, une production de seulement 100 grammes par plant au début des années 1950 ne dégagait que six millions de francs, soit un apport de 126 francs par contribuable, contre 379 francs espérés³². À peu près à la même époque, en 1952, dans le territoire de Ruhengeri, chaque contribuable versait au territoire 110 francs pour l'impôt de capitation, 110 francs pour l'impôt sur la polygamie et 45 francs par bovin pour l'impôt sur le bétail³³, auxquels il fallait ajouter les taxes perçues au niveau de la chefferie. L'argent issu du café ne permettait donc pas aux paysans de s'acquitter des taxations existantes.

28. Ruhengeri, le 23 octobre 1958, Note de l'AT au Résident du Ruanda, « Événements du Mulera (octobre 1958) » [AAB-A/63-RWA/95].

29. *Ibid.*

30. Voir *supra*.

31. En dehors de ces deux apports principaux, les sources de revenus étaient en moyenne assez nombreuses et diversifiées dans le monde rural (LEURQUIN 1960).

32. Territoire de Ruhengeri, *Rapport annuel général*, 1951.

33. *Rapport sur l'administration belge du Ruanda-Urundi pendant l'année 1952 présenté aux Chambres par M. le Ministre des Colonies*, Bruxelles, 1943, p. 295.

La crise était d'autant plus profonde que la seconde source d'apport en numéraire, le salariat, connaissait à la même époque une récession dans le territoire de Ruhengeri. Certes, la frange salariée de la population locale était encore largement minoritaire. En 1959, à Ruhengeri, on estimait la population contractée à 6 500 personnes, auxquelles il fallait ajouter les 1 369 employés des chefferies ou du gouvernement, soit un total de moins de 8 000 salariés (Newbury 1988 : 179) ; le salariat concernait donc environ 14,5 % des contribuables, une large frange de cette proportion continuant par ailleurs à pratiquer des activités agricoles. Néanmoins, au début des années 1950, dans l'ensemble du territoire, les revenus cumulés des salaires perçus par les Rwandais s'élevaient approximativement à douze millions de francs³⁴, soit deux fois plus que les revenus tirés du café à la même époque.

Comme dans le reste du Rwanda, le secteur minier était le principal pourvoyeur de ces emplois salariés (Rwagasana 1990). Implantée au Congo, l'Union minière du Haut-Katanga exploitait le cuivre en faisant appel à des travailleurs congolais, mais aussi rwandais : Ruhengeri était l'une des régions qui envoyait le plus d'employés (Newbury 1988 : 153). Le pays disposait également de ses propres gisements en cassitérite et en wolfram, des minerais proches de l'étain et du tungstène, attirant de ce fait des compagnies minières belges (Viret 2011 : 256). À Ruhengeri, les premières concessions minières étaient apparues autour de 1928-1929, pour exploiter le wolfram des mines de Kifurwe dans le Buberuka (Muzungu 2009 : 107). La Minétain, l'une des deux entreprises disposant d'un quasi-monopole de l'exploitation minière au Ruanda-Urundi (Gahama 2001 : 318)³⁵, était représentée localement par un certain Koenig³⁶. En outre, deux petits entrepreneurs privés exploitaient également le gisement de Kifurwe : M. Marchall, qui s'était installé au début des années 1940 (Muzungu 2009 : 107), et André Stinglhamber, arrivé un peu plus tard³⁷.

À la fin des années 1950, alors que la caféiculture ne permettait plus de fournir les apports en numéraire désormais nécessaires, le salariat minier connaissait à son tour une chute conjoncturelle en raison de la crise de l'étain de 1957-1958. Outre l'épuisement des gisements superficiels et détritiques, cette crise était surtout due à la mise sur le marché par les États-Unis et l'URSS de leurs stocks d'étain constitués avant la guerre de Corée, entraînant du même coup une chute vertigineuse des prix et un arrêt de la production (Rwagasana 1990 : 87-88)³⁸. Ainsi, à Ruhengeri, en 1957, une

34. Territoire de Ruhengeri, *Rapport annuel général*, 1951.

35. La Minétain avait son siège à Kigali. La seconde entreprise importante du secteur était la Somuki, installée dans le sud-est d'Usumbura au Burundi.

36. Lettre n° 3561/AI.6/03 de l'AT A. d'Arian au Résident du Rwanda [AAB-A/63-RWA/73].

37. *Ibid.*

38. À l'inverse, la guerre de Corée avait permis une hausse considérable de la production au Rwanda, en raison de la fermeture du marché asiatique qui avait obligé à se replier sur d'autres pays fournisseurs, en Amérique latine ou en Afrique (*ibid.* : 39-40).

chute du prix du wolfram entraînait une diminution sensible du nombre d'ouvriers employés dans les mines³⁹, une tendance qui se confirmait en 1958, avec la fermeture totale des mines de Kifurwe⁴⁰ : 3 500 personnes étaient ainsi licenciées⁴¹. En 1957 et 1958, le début des travaux pour la construction d'un barrage sur la Taruka, entre les lacs Bulera et Ruhondo⁴², avait permis d'en absorber environ 600⁴³, mais ces travaux devaient s'achever en novembre 1959. Lorsqu'il visita le territoire de Ruhengeri en mai 1959, six mois après les événements du Mulera et six mois avant les troubles révolutionnaires, le résident-adjoint Regnier mettait ainsi en évidence le risque de déstabilisation que provoquait cette situation socioéconomique tendue :

« Il n'existe pas de problème de chômage structurel ni conjoncturel du fait que les hommes ainsi licenciés se sont immédiatement reclassés en tant qu'agriculteurs, mais les conséquences économiques et financières sont importantes. Une importante source de revenus extérieurs en argent frais, qui réhaussait sérieusement le revenu moyen des contribuables du territoire, est maintenant tarie »⁴⁴.

Ainsi, cette situation crispée dans le domaine des apports monétaires explique sans doute en partie le mouvement d'arrachage d'octobre 1958. Alors que les besoins en monnaie allaient croissant, il est possible que la paysannerie ait accumulé de la rancœur contre une culture caféière incapable de satisfaire les besoins en question⁴⁵. À cet égard, il faut rappeler que la bananeraie représentait également un potentiel apport en numéraires, par le biais de la vente des régimes de bananes pour la fabrication de la bière, d'autant que le prix de vente des bananes, contrairement à celui du café, n'était pas contrôlé par le gouvernement, permettant aux populations rurales d'élaborer leurs propres stratégies économiques en jouant sur la fixation des prix (Newbury 1988 : 205). En outre, le bananier présentait l'avantage de procurer des revenus répartis dans le temps, quand le café ne rapportait de l'argent qu'une fois par an, au moment de la récolte. La culture de la banane proposait ainsi un mode d'intégration aux circuits monétaires alternatif à celui du café (Viret 2011 : 76-78)⁴⁶.

39. Territoire de Ruhengeri, *Rapport annuel AIMO*, 1957.

40. Territoire de Ruhengeri, *Rapport annuel général*, 1958.

41. Kibuye, le 28 mai 1959, « Rapport de visite du territoire de Ruhengeri », Résident-adjoint du Rwanda L.-R. Regnier [AAB-A/63-RWA/95].

42. Territoire de Ruhengeri, *Rapport annuel général & AIMO*, 1957-1958.

43. Kibuye, le 28 mai 1959, « Rapport de visite du territoire de Ruhengeri », Résident-adjoint du Rwanda L.-R. Regnier [AAB-A/63-RWA/95].

44. *Ibid.*

45. Dans ses travaux sur le Kigezi ougandais, Grace CARSWELL (2007 : 33-35) attribue également l'échec de la culture caféière au fait que les paysans n'y ont pas trouvé une voie d'accès à l'économie monétaire. Les bénéfices qu'ils en tiraient étaient en effet faibles au regard d'autres stratégies à leur disposition, par exemple la migration vers des zones où l'on recrutait de la main-d'œuvre salariée, comme le Buganda.

46. En 1956, dans l'ensemble du Ruanda-Urundi, P. LEURQUIN (1960 : 286-287) estime que la vente de bières artisanales représentait en moyenne 12 % du revenu monétaire des familles.

L'émergence des mobilisations politiques sur les collines

L'affaire des caféiers du Mulera atteste donc de la capacité et de l'autonomie d'action de la paysannerie au sein du système colonial à la veille de la révolution et de l'indépendance. La rébellion ouverte devant le tribunal de Cyuve le 20 octobre, et la nécessité de faire appel à la Force publique⁴⁷, soulignent d'ailleurs la profondeur de la contestation, qui s'en est prise non seulement aux autorités coutumières en arrachant les plants de certains sous-chefs, mais n'a pas non plus hésité à s'attaquer aux symboles de l'autorité coloniale, en l'occurrence le tribunal de chefferie et la personne de l'administrateur territorial assistant Gillet. Dès lors, la question se pose de savoir si cet événement a constitué un premier jalon dans la formalisation et la structuration des mobilisations politiques sur les collines, alors que les partis n'étaient pas encore autorisés (Saur 2013 : 234-236, 1075-1100).

Dans le Nord, il semblerait que cette structuration s'est opérée par le biais des clans et des lignages, qui avaient quelque peu perdu leurs fonctions politiques avec la colonisation, mais étaient néanmoins restés d'importants facteurs de cohésion sociale et de reconnaissance identitaire (D'Hertefelt 1971 ; Newbury 1980 ; Nahimana 1993 ; Nyagahene 1997). Dans la seconde moitié des années 1950, on assistait à une résurgence de ces affiliations communautaires fondées sur le clan (*ubwoko*) et le lignage (*umuryango*). Ce processus était particulièrement vif dans les régions du Nord. À partir de 1957, dans le territoire de Ruhengeri, les Abagesera, les Abasinga et les Abazigaba tenaient ainsi des réunions claniques plus ou moins régulières au cours desquelles ils débattaient des enjeux locaux, sous la direction des chefs des principaux lignages, les *bakuru b'imiryango* (Lemarchand 1970 : 148-149). Le clan des Abasinga, dirigé par Balthazar Bicamumpaka, était sans doute le mieux organisé de la région : chaque adulte devait verser une contribution annuelle de 20 francs ; en 1957, le trésor du clan s'élevait ainsi à 2 820 francs (*ibid.*). Le phénomène interpellait suffisamment l'AT Joseph de Man pour qu'il en fasse mention dans son rapport annuel en 1958 : « Il y a lieu de noter une résurrection des anciennes loyautés claniques ; de nombreux conciliabules groupant les membres de clans se tiennent régulièrement ; il y est surtout question de problèmes fonciers et de raffermissement des liens familiaux »⁴⁸. Il est dès lors difficile de penser que ces mobilisations claniques et lignagères étaient « étrang[ères] au vent de contestation qui soufflait sur les collines » (Saur 2013 : 264). Dans le premier rapport rédigé à la suite du mouvement d'arrachage, Joseph de Man faisait d'ailleurs le lien entre l'événement et les réunions claniques qui se tenaient dans le Mulera et dans le Bukonya-Bugarura⁴⁹.

47. Voir *supra*.

48. Territoire de Ruhengeri, *Rapport annuel général*, 1958.

49. Ruhengeri, le 23 octobre 1958, Note de l'AT au Résident du Ruanda, « Événements du Mulera (octobre 1958) » [AAB-A/63-RWA/95].

Pour le Résident, le phénomène n'était pas trop inquiétant ; il estimait d'ailleurs normal que « le besoin de groupement se f[asse] sentir partout et s'extériorise sous diverses formes d'associations »⁵⁰. Toutefois, il envisageait de donner une forme institutionnelle à ces réunions claniques, afin non seulement de donner aux Balera l'opportunité de se réunir, mais aussi — et surtout — de contrôler leurs rencontres de manière « discrète mais non tracassière »⁵¹. André Preud'homme suggérait par exemple la constitution de petits conseils locaux à l'échelle des collines, dirigés par le conseiller de sous-chefferie afférent. Il préconisait également de prendre davantage en considération l'importance politique des clans et des lignages, en intégrant les *bakuru b'imiryango* aux conseils de sous-chefferies⁵², une décision qui avait d'ailleurs été prise dès la fin du mois d'octobre au Mulera après le mouvement d'arrachage des plants de café.

En effet, lors des réunions des 23 et 24 octobre avec l'administrateur territorial, une grande place avait été faite aux chefs de lignages et aux chefs de famille, à qui on accordait désormais autant d'importance qu'aux conseillers de sous-chefferies, voire qu'aux autorités coutumières⁵³. En effet, si l'autorité des sous-chefs était réaffirmée, de même que le rôle de courroie de transmission octroyé aux conseillers de sous-chefferie⁵⁴, on décidait également d'autoriser quatre à cinq *bakuru b'imiryango* à assister aux séances des conseils de sous-chefferie, « afin d'assurer désormais un contrôle plus efficace entre la population et les autorités »⁵⁵. L'introduction de ce « *lobby* lignager », qui doit se comprendre dans un contexte de résurgence des sociabilités claniques et lignagères depuis le milieu des années 1950, va alors permettre aux discours et affiliations fondés sur la parenté de s'exprimer et d'infléchir davantage la politique locale, et ce d'autant plus que ces *bakuru b'imiryango* étaient numériquement mis à quasi égalité avec les conseillers élus en 1956 (D'Hertefelt & Maquet 1959).

Quelle que soit l'importance qu'il faille donner à ces résurgences claniques, elles soulignent un processus évident de reconfiguration sociale dans le monde rural, et une politisation latente par le biais de l'*ubwoko* et de l'*umuryango*. Cette nouvelle force politique était désormais reconnue par l'administration, qui entendait jouer la carte des autorités lignagères pour

50. Kigali, le 4 novembre 1958, « Rapport sur les arrachages de caféières par des habitants du Mulera les 17, 18 et 19 octobre 1958 » par le Résident du Ruanda [AAB-A/63-RWA/95].

51. *Ibid.*

52. *Ibid.*

53. *Ibid.*

54. « Les assistants ont plaidé coupable et reconnu le caractère répréhensible de leur façon de procéder. Ils l'expliquent en alléguant qu'ils ne savaient plus à qui s'adresser pour obtenir raison. Ils promirent formellement de ne plus recourir à de tels procédés et de s'adresser dorénavant aux autorités locales jusque et y compris le chef de territoire, par l'intermédiaire de leurs délégués. Ceux-ci sont naturellement les membres des conseils de s/chefferie et de chefferie » (*ibid.*).

55. *Ibid.*

contrer des autorités coutumières (chefs et sous-chefs) de moins en moins perçues comme des partenaires fidèles. L'AT Joseph de Man était d'ailleurs particulièrement représentatif de ce revirement, lui qui reprochait justement au chef du Mulera Crépin Kamari de « néglig[er] sa chefferie et [de n'avoir] pas assez de contacts avec la population »⁵⁶. Le mouvement d'arrachage de 1958 s'inscrivait donc indubitablement dans ce contexte.



Replacé dans le contexte colonial, cet événement atteste de la marge de manœuvre dont disposaient les acteurs sociaux colonisés à la veille de l'Indépendance. L'analyse en termes ethniques du mouvement d'arrachage des caféiers dans le Mulera en octobre 1958 n'éclaire donc guère la signification profonde d'une « révolte paysanne », et jette au contraire un nouveau voile sur le « théâtre d'ombre de l'ethnicité » (Bayart 2006 : 65-86).

En mettant l'événement en perspective à la fois dans les contextes locaux, régionaux et internationaux, une multitude de clés de lecture apparaissent, sans qu'elles s'annulent entre elles. En dépit du préjugé colonial, les paysans ont manifesté une sensibilité à la variation des prix, et ont témoigné de leur conscience des impacts économiques de telle ou telle culture, y compris dans le cadre d'une agriculture d'autoconsommation et de subsistance. Loin d'adopter une attitude passive face à l'impôt, ils ont contribué activement aux dynamiques de monétarisation du monde rural. Plus généralement, les mutations agricoles qui ont accompagné la colonisation n'obéissent pas seulement à une logique *top-down*, mais mettent également en jeu les stratégies propres aux agriculteurs eux-mêmes, ce dont témoigne l'opposition entre le café et le bananier (Pottier 1989).

Sur les collines, les dynamiques étaient donc complexes et plurielles dans les mois qui précédèrent la Révolution de novembre 1959. Si le facteur ethno-racial paraissait alors déterminant pour les *leaders* du Mouvement social Muhutu de Gitarama et de Kabgayi, dans le monde rural, d'autres enjeux étaient au cœur des mobilisations, au premier rang desquels les changements cruciaux introduits au sein de l'économie dans le contexte de la pénétration capitaliste et de l'édification d'un État colonial (Newbury 1987). À cet égard, l'analyse micro-historique permet de mettre l'accent sur les décalages chronologiques d'une région à l'autre, et de montrer que les registres de politisation empruntent à de très nombreux canaux. La question d'un glissement ultérieur du mécontentement socio-économique à une récupération dite ethnique est certes ouverte (Cochet 2002). Une chronologie fine, et différenciée en fonction des enjeux locaux y compris à l'échelle la plus micro, reste à cet égard à établir. Pour autant, une prise en compte des

56. Territoire de Ruhengeri, *Rapport annuel général*, 1958.

aspects sociaux, en termes par exemple d'accès à la terre ou aux ressources monétaires, est nécessaire pour écrire l'histoire des mobilisations et de l'ethnisme politique au Rwanda depuis la fin des années 1950.

Université Paris Diderot ; Centre d'Études en sciences sociales sur les Mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA).

BIBLIOGRAPHIE

BAYART, J.-F.

1981 « Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode », *Politique africaine*, 1 : 53-83.

2006 [1989] *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.

CARSWELL, G.

2007 *Cultivating Success in Uganda. Kigezi Farmers and Colonial Policies*, Oxford, James Currey ; Kampala, Fountain Publishers.

CHRÉTIEN, J.-P.

1970 « Une révolte au Burundi en 1934. Les racines traditionalistes de l'hostilité à la colonisation », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 25 (6) : 1678-1717.

1972 « La révolte de Ndungutse (1912). Forces traditionnelles et pression coloniale au Rwanda allemand », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 59 (217) : 645-680.

CHRÉTIEN, J.-P. & KABANDA, M.

2013 *Rwanda, racisme et génocide. L'idéologie hamitique*, Paris, Belin.

CLASSE, L.

1906 « Dix-huit mois au Mouléra », *Missions d'Afrique des Pères Blancs*, 180, novembre-décembre : 375-388.

COCHET, H.

2001 *Crises agricoles et révolutions agricoles au Burundi*, Paris, Karthala, INAPG.

2002 « Du conflit État-paysannerie au conflit ethnique », in J.-P. CHRÉTIEN & M. MUKURI (dir.), *Burundi, la fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes « ethniques » (1993-1996)*, Paris, Karthala : 443-455.

DE LAME, D.

1996 *Une colline entre mille ou le calme avant la tempête. Transformations et blocages du Rwanda rural*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale.

D'HERTEFELT, M. & MAQUET, J.-J.

1959 *Élections en société féodale. Une étude sur l'introduction du vote populaire au Ruanda-Urundi*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer.

D'HERTEFELT, M.

1971 *Les clans du Rwanda ancien. Éléments d'ethnosociologie et d'ethnohistoire*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale.

FREEDMAN, J.

1984 *Nyabingi. The Social History of An African Divinity*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale.

GAHAMA, J.

2001 [1983] *Le Burundi sous administration belge. La période du mandat, 1919-1939*, Paris, Karthala.

HAKIZIMANA, A.

1985 *L'évolution socio-politique du Bushiru de 1740 à 1925*, Mémoire de licence, Ruhengeri, Université nationale du Rwanda.

HATUNGIMANA, A.

2005 *Le café au Burundi au XX^e siècle. Paysans, argent, pouvoir*, Paris, Karthala.

ILIFFE, J.

1967 « The Organisation of the Maji-Maji Rebellion », *Journal of African History*, 8 (3) : 495-512.

KIMANUKA, T.

1983 *Uburetwa et akazi au Marangara de 1916-1959*, Mémoire de licence, Ruhengeri, Université nationale du Rwanda.

DE LACGER, L.

1961 [1939] *Ruanda*, Kabgayi, s. é.

LEMARCHAND, R.

1970 *Rwanda and Burundi*, New York-Washington-London, Praeger Publishers.

LEURQUIN, P.

1960 *Le niveau de vie des populations rurales du Ruanda-Urundi*, Louvain-Paris, Éditions Nauwelaerts.

LIEBHAFSKY DES FORGES, A.

2011 *Defeat is the Only Bad News. Rwanda under Musinga, 1896-1931*, Madison, The University of Wisconsin Press.

LINDEN, I.

1999 *Christianisme et pouvoirs au Rwanda (1900-1990)*, Paris, Karthala.

MAQUET, J.-J.

1954 *Le système des relations sociales dans le Ruanda ancien*, Tervuren, Musée royal du Congo belge.

MURINDWA-RUTANGA

- 2011 *Politics, Religion and Power in the Great Lakes Region*, Dakar, Codesria ; Kampala, Fountain Publishers.

MUZUNGU, B.

- 2009 *Histoire du Rwanda sous la colonisation*, Kigali, Cahiers Lumière et Société.

NAHIMANA, F.

- 1993 *Le Rwanda. Émergence d'un État*, Paris, L'Harmattan.

NEWBURY, C.

- 1987 « Réflexions sur les racines rurales de la révolution : Rwanda et Congo oriental », in C. COQUERY-VIDROVITCH *et al.* (dir.), *Rébellions / Révolutions au Zaïre, 1963-1965*, vol. 2, Paris, L'Harmattan : 195-205.
- 1988 *The Cohesion of Oppression. Clientship and Ethnicity in Rwanda, 1860-1960*, New York, Columbia University Press.

NEWBURY, S. D.

- 1980 « The Clans of Rwanda : An Historical Hypothesis », *Africa. Journal of the International African Institute*, 50 (4) : 389-403.

NKUNDABAGENZI, F.

- 1962 *Rwanda politique*, Bruxelles, Centre de recherche et d'information socio-politiques.

NSENGIMANA, I.

- 1989 *Le lignage Abarashi du clan Abacyaba du Murera : essai d'étude socio-politique (plus/moins 1741-1925)*, Mémoire de licence, Ruhengeri, Université nationale du Rwanda.

NYAGAHENE, A.

- 1997 *Histoire et peuplement. Ethnies, clans, lignages dans le Rwanda ancien et contemporain*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris 7 - Denis Diderot.

POTTIER, J.

- 1989 « "Three's a Crowd" : Knowledge, Ignorance and Power in the Context of Urban Agriculture in Rwanda », *Africa. Journal of the International African Institute*, 59 (4) : 461-477.

REYNTJENS, F.

- 1985 *Pouvoir et droit au Rwanda. Droit public et évolution politique (1916-1973)*, Paris, Musée royal de l'Afrique centrale.

RUSHATSI, J.-B.

- 1985 *Monographie historique de la mission de Rwaza (1903-1956)*, Mémoire de licence, Ruhengeri, Université nationale du Rwanda.
- 1994 *Monarchie nyiginya et pouvoirs européens : le nord et le nord-ouest du Rwanda sous une double colonisation, 1894-1916*, Thèse de doctorat, Louvain, Université catholique de Louvain.

RWAGASANA, R.

- 1990 *Exploitation minière au Buliza et son impact socio-économique sur les travailleurs de Rutongo de 1931 à 1973*, Mémoire de licence, Ruhengeri, Université nationale du Rwanda.

SAUR, L.

- 2013 *Catholiques belges et Rwanda : 1950-1964. Les pièges de l'évidence*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris I - Panthéon Sorbonne.

SENZIRA, E.

- 1992 *L'évolution socio-politique du lignage Abahima du clan Abasindi du Mulera du XVI^e siècle à 1918*, Mémoire de licence, Butare, Université nationale du Rwanda.

VANSINA, I.

- 2012 [2001] *Le Rwanda ancien : le royaume nyiginya*, Paris, Karthala.

VIRET, E.

- 2011 *Les habits de la foule. Techniques de gouvernement, clientèles sociales et violence au Rwanda rural (1963-1994)*, Thèse de doctorat, Paris, IEP de Paris.

RÉSUMÉ

En octobre 1958, plusieurs milliers de plants de café sont arrachés dans le Mulera au nord du Rwanda. Cet événement intervient dans un contexte de remise en cause du travail obligatoire et de suppression des corvées. En outre, une crise monétaire accentue le rancœur accumulée contre l'entretien des caféiers, alors que la pression fiscale accroît les besoins en numéraire. Derrière cet événement, on lit donc la crise du système des cultures de rente, les paysans investissant davantage dans un « système bananier » plus avantageux en termes d'apports agronomiques et monétaires. En outre, le phénomène intervient lorsqu'apparaissent les premières mobilisations politiques sur les collines, articulées autour des rassemblements claniques, et encore largement centrées sur les questions foncières. Ainsi, le mouvement d'arrachage des caféiers dans le Mulera révèle autant qu'il renforce ces mobilisations collectives payannes en gestation.

ABSTRACT

Compulsory Cultivation, Monetization and Socio-political Mobilization in the Rural World Towards the End of Colonization. The Pulling Out of Coffee Trees in Mulera, Rwanda, in October 1958. — In October 1958, several thousand coffee trees were torn out in the Mulera region in northern Rwanda. This event took place in the broader context of a challenge to compulsory work and the suppression of forced labour. The ongoing monetary crisis further reinforced the general rancour against the cultivation of coffee trees, just as fiscal pressure was increasing the need for cash flow. The event therefore reveals the crisis that the whole system of cash crops was

undergoing at the time, as farmers moved towards investment in the more agriculturally productive and financially lucrative plantation of banana trees. Moreover, the phenomenon occurred just as the first political mobilization began in the hills, in connection with clan gatherings, and still largely focused on land issues. The movement to pull out coffee trees in the Mulera region as such shed light on as much as it gave momentum to the collective mobilization of farmers, still embryonic at the time.

Mots-clés/keywords : Rwanda, caféiculture, économie coloniale, mobilisations, monétarisation, paysannerie/Rwanda, *coffee production, colonial economy, mobilization, monetarization, peasantry.*

